

**Inhaltsverzeichnis**

30.05.2018	Le Temps	La nouvelle bataille du congé paternité .....	2
------------	----------	---	---

Temps fort

## La nouvelle bataille du congé paternité

**FAMILLE** Alors que le Conseil fédéral a rejeté l'initiative pour un congé paternité de 20 jours, le parlement se met en quête d'un contre-projet le réduisant à deux semaines

MICHEL GUILLAUME @mfguillaume

D'ici à quelques jours, le Conseil fédéral enverra son message au parlement, confirmant son rejet de l'initiative pour un congé de paternité de 20 jours pour «ne pas mettre en péril la compétitivité de l'économie». Il le fera en catimini, sans s'expliquer en conférence de presse sur la manière dont il conçoit sa politique familiale. Alors que commence la session parlementaire à Berne, le centre droit planche sur un contre-projet à l'initiative.

Si le Conseil fédéral fait profil bas sur ce dossier, c'est qu'il est divisé. Le 18 octobre dernier, trois de ses sept membres, soit Simonetta Sommaruga, Alain Berset et Doris Leuthard, ont tenté de proposer un contre-projet réduisant ce congé à deux semaines, mais ils ont été minorisés par leurs quatre collègues de l'UDC et du PLR.

Les partisans d'un contre-projet ont désormais deux options. Soit ils tablent sur l'initiative en estimant qu'elle a toutes ses chances devant le peuple, soit ils tentent d'élaborer un contre-projet dans l'espoir que les pères ne soient plus réduits à un seul jour de congé, comme c'est le cas pour les moins bien lotis d'entre eux.

### Les initiants croient à la victoire

La gauche prendra probablement la première option, ainsi que le laisse entendre Valérie Piller Carrard (PS/FR), présidente de Pro Familia Suisse. «Dans la population, je sens une dynamique favorable au congé paternité grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération de pères qui participent activement aux tâches éducatives et domestiques», déclare la Fribourgeoise, qui a elle-même récolté des signatures sur les marchés. «L'écho a été très positif. Très peu de gens ont refusé de signer l'initiative», témoigne-t-elle. Cette attitude sera probablement partagée par le PBD. «Je ne suis pas sûre qu'un contre-projet ait un sens. Cette initiative peut gagner devant le peuple, même si elle doit recueillir la majorité des cantons», note la cheffe du groupe PBD Rosmarie Quadranti.

### Le retard suisse

Au centre droit, on semble s'acheminer plutôt vers la quête d'un compromis. Deux ardents combattants du congé paternité de toujours le prônent. Hugues Hiltbold (PLR/GE), qui s'en est fait l'avocat en 2009 déjà, estime qu'il ne faut pas négliger l'aspect financier. «L'initiative coûte 400 millions, c'est beaucoup. Il faut trouver un chemin médian et réfléchir à un contre-projet portant sur deux semaines.» On en reviendrait

ainsi à la proposition de Martin Candinas (PDC/GR), que le parlement avait rejetée de justesse par 97 voix contre 90 en avril 2016. Le Grison en appelle aujourd'hui à la raison. «En politique, c'est le faisable qui compte, pas le souhaitable», affirme-t-il. La conquête du congé maternité l'enseigne: ce genre de progrès ne se réalise pas du premier coup, il faut sans cesse revenir à la charge.

En procédant par petits pas. En matière de congé paternité, la Suisse a pris du retard sur l'Europe. L'an passé, l'UE a adopté une directive accordant un congé parental de quatre mois à chaque parent – homme comme femme – qui travaille. Si la France fait de la résistance à Bruxelles, l'Allemagne a fait passer son congé parental à 12 mois en 2007 déjà dès l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel. Pour ne pas parler des pays scandinaves, qui ont toujours joué un rôle de pionniers dans ce domaine.

### L'avenir, c'est le «congé parental»

En Suisse, la notion de «congé parental», qui implique généralement une période obligeant les deux parents à se libérer alternativement de leur travail à l'arrivée d'un enfant, ne s'est pas encore imposée. Pourtant, c'est bel et bien un tel congé que la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF) a proposé en 2010 déjà. Un vrai pavé dans la mare, à l'époque. La Suisse venait à peine d'introduire le congé maternité de 14 semaines qu'un aréopage de spécialistes proposait de lui greffer un congé parental de 24 semaines. Coût: 1,2 milliard de francs par an. Le modèle a vite été oublié.

Que ce soit sous la Coupole ou ailleurs, tous les partisans du congé paternité l'admettent: l'avenir, c'est bel et bien le congé parental. «Grâce à sa flexibilité, il permet d'évoluer vers un partage plus équitable du travail domestique et familial dès la naissance de l'enfant», souligne Patrick Robinson, porte-parole de la Coordination romande des organisations paternelles. Pourtant, la COFF a bien l'intention de se rappeler au bon souvenir du Conseil fédéral. Elle compte actualiser cette année encore son modèle de l'époque sur la base des dernières recherches scientifiques, confie l'un de ses membres, Giuliano Bonoli, professeur en politique sociale à l'Université de Lausanne. «En Europe, le congé parental s'est imposé comme standard et la Suisse a pris beaucoup de retard à cet égard», constate-t-il. Difficile de croire le Conseil fédéral lorsqu'il prétend qu'un congé paternité de quatre semaines mettrait en danger l'économie. «L'Allemagne, avec ses 12 mois de congé parental, dispose de l'économie la plus puissante du continent et son taux de chômage n'a jamais été aussi bas depuis la réunification.»

«Dans la population, je sens une dynamique favorable au congé paternité grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération de pères», explique Valérie Piller Carrard (PS/FR), présidente de Pro Familia Suisse. (STEPHEN ZEIGLER)

«L'Allemagne, avec 12 mois de congé parental, dispose de l'économie la plus puissante du continent»

GIULIANO BONOLI, PROFESSEUR EN POLITIQUE SOCIALE À L'UNIL

## À RELIRE

Père au foyer, le luxueux idéal? En dépit des préjugés ou des obstacles financiers, des hommes choisissent de mettre leur carrière entre parenthèses pour voir grandir leur enfant. Un luxe souvent incompris dans une société suisse très traditionnelle. En décembre dernier, «Le Temps» avait rencontré plusieurs d'entre eux, qui racontaient leur choix et leur quotidien.

letemps.ch/peres

## Les jours offerts par les grandes entreprises

20 jours: Mobility, Ikea, Axa, Liip, Banque Alternative, Wochenzeitung

16 jours: Clariant

15 jours: IBM Suisse, La Mobilière, Migros, Raiffeisen

10 jours: UBS, CS, Swiss Re, Swisscom, CFF, SSR, Lidl, ZKB, Aldi Suisse, La Poste, NZZ

7 jours: CSS, Swiss

6 jours: Roche

5 jours: Coop, Zurich, Swiss Life, Swatch Group, Axpo, Nestlé Suisse, ABB Suisse, Sunrise, Tamedia, Ringier

## «La société est prête, la politique ne l'a juste pas encore remarqué»

***PORTRAIT Nouveau conseiller national, Adrian Wüthrich s'apprête à porter le combat pour un congé paternité sous la Coupole. Pour le socialiste, aucun doute: la population soutiendra son initiative***

Il y aura bientôt un congé paternité en Suisse, c'est Adrian Wüthrich qui vous le dit: «Quatre semaines, je ne vois pas comment on peut dire non!», sourit le socialiste de 37 ans. En juillet dernier, Travail. suisse, faïtière des travailleurs qu'il préside, déposait en collaboration avec d'autres organisations l'initiative «Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille», qui réclame un minimum de 20 jours de congé payé pour les pères après une naissance. Un minimum selon le Bernois, pour qui il est désormais temps que le dernier pays européen dénué de toute forme de congé paternité «fasse le pas».

Adrian Wüthrich est un idéaliste qui n'hésite pas à prendre les devants. A 17 ans, en 1997, il crée la première section socialiste de son village d'enfance, Walterswil (BE), sous l'œil

méfiant de ses concitoyens: «Nous n'étions absolument pas les bienvenus, jusque-là il n'y avait que l'UDC! On m'a traité de communiste et personne ne voulait travailler avec nous.» Son culot paie, puisqu'il attire l'attention du conseiller national socialiste Ernst Leuenberger, originaire du village voisin, qui préside alors la Chambre basse. Le PS de Walterswil, 500 âmes, sera ainsi inauguré en présence du premier citoyen du pays. Quelques années plus tard, Adrian Wüthrich deviendra son assistant parlementaire.

## Socialiste atypique

Fils d'un chauffeur et d'une vendeuse, il est le premier de sa famille à pousser les portes de l'université. Son master en poche, il sera successivement élu conseiller municipal dans la commune d'Huttwil en 2009, puis, en 2010, il fait son entrée au parlement bernois. La même année, son premier enfant voit le jour et la problématique du congé paternité lui saute aux yeux. Le jeune père s'efforce alors de convaincre le canton de Berne d'accorder 5 jours de congé payé à ses employés masculins. Avec succès, l'administration cantonale finira par en donner dix. Socialiste atypique, la politique familiale n'est pas le seul thème de prédilection d'Adrian Wüthrich, qui est capitaine dans l'armée suisse: «J'ai voulu me faire réformer pour des problèmes d'asthme, mais mon médecin n'était pas d'accord. Ensuite on m'a obligé à grader et pour finir, ça m'a bien plu.» Son engagement militaire lui confère une certaine légitimité sur les questions sécuritaires, affirme le socialiste, qui préside l'association des agents de police du canton de Berne depuis 2014 et a siégé dans la commission de sécurité du Grand conseil bernois. «J'abandonnerai toutefois prochainement mon poste de parlementaire cantonal pour me concentrer sur mes attributions de conseiller national», annonce-t-il.

## Dans le fauteuil d'Alexander Tschäppät

Intronisé ce mardi, il remplace Alexander Tschäppät, décédé en poste d'un cancer début mai: «De tristes circonstances. Mais il faut bien un successeur, que je me réjouis d'être.» C'est désormais Monsieur congé paternité au parlement fédéral. Et son défi est de taille: les chambres suisses reportent le dossier aux calendes grecques depuis plus de vingt ans et le Conseil fédéral a déjà pris position contre l'initiative. Selon les sept sages, celle-ci «compromettrait la compétitivité de l'économie et affecterait l'organisation des entreprises». Pas de quoi éroder la confiance d'Adrian Wüthrich, qui demeure campé sur ses positions: «La société est prête, la politique ne l'a juste pas encore remarqué.» Les chances de victoire sont réelles, affirme-t-il: «Les femmes nous soutiennent, la gauche est convaincue, le PDC est ouvert et le PLR ne peut plus vraiment dire non.» Le Bernois prévient: «Nous verrons si le parlement propose un contre-projet, mais pour nous, c'est quatre semaines ou rien.»

BORIS BUSSLINGER @BorisBusslinger)

ADRIAN WÜTHRICH CONSEILLER NATIONAL (PS/BE)

«C'est quatre semaines ou rien»